



HAL
open science

USIS-France, bibliothèques et centres culturels dans le développement des études américaines en France (années 1920 – années 1980)

François Doppler-Speranza

► To cite this version:

François Doppler-Speranza. USIS-France, bibliothèques et centres culturels dans le développement des études américaines en France (années 1920 – années 1980). Dictionnaire des études anglophones en France : histoire et épistémologie, 2024, <https://hepistea.huma-num.fr/rerelations-internationales/usis-france-bibliotheques-et-centres-culturels-dans-le-developpement-des-etudes-americaines-en-france-annees-1920-annees-1980/>. <10.71909/Z967-XE75>. <hal-04671874>

HAL Id: hal-04671874

<https://hal.science/hal-04671874v1>

Submitted on 16 Aug 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License



USIS-France, bibliothèques et centres culturels dans le développement des études américaines en France (années 1920 – années 1980)

Dès le XVIII^e siècle, Benjamin Franklin, premier ambassadeur des États-Unis en France, utilise le livre pour faire circuler les idées des Lumières outre-Atlantique. Un siècle et demi plus tard, en 1917, les services diplomatiques accompagnent le corps expéditionnaire américain ; ensemble, ils importent en France les normes d'un « nouveau monde » fait de jazz, de basket-ball et de littérature. Avec la Bibliothèque américaine de Paris, fondée en 1920, les États-Unis entrent à pas feutrés dans la vie culturelle française et gagnent alors le cœur des Parisiens de la Rive droite, et l'esprit de quelques intellectuels philanthropes. Dans les années 1930, la vie culturelle française est traversée par un violent sentiment anti-américain, qui prend une tournure idéologique dès le début de la Guerre froide et affecte profondément la relation entre la France et les États-Unis. Malgré cela, la culture américaine suscite un certain intérêt. Depuis 1946, le programme Fulbright permet à une partie de la communauté universitaire de vivre l'expérience américaine sur le terrain, ce qui donnera lieu à d'importants croisements disciplinaires, mêlant l'ethnologie et l'anthropologie à la science historique ou politique, la sociologie ou l'histoire des idées. Pour les responsables locaux du Service d'information du gouvernement des États-Unis (USIS-France), la vitalité démographique et scientifique de l'université française devient un moyen de « renforcer le sentiment de respect et de confiance à l'égard du peuple américain ».

Le champ des études américaines ne serait-il alors qu'une histoire de diplomatie ? La question appelle d'emblée à la modération : telle qu'elle existe en France, la discipline des études américaines ne s'est pas construite *ex-nihilo*, pas plus qu'elle ne résulte d'une simple stratégie d'influence. Dans les grandes lignes, la politique culturelle américaine n'a pris forme que dans les années 1930, d'abord en Amérique latine puis dans les pays alliés après 1942. C'est alors que naît le réseau USIS, déployé au gré des opportunités et avec une orientation diffuse jusqu'à la création de l'Agence d'information des États-Unis (USIA) en 1953. Pourtant, la politique culturelle et les études américaines coexistent harmonieusement, car leurs intérêts respectifs s'entremêlent dans les moments privilégiés et contraints de la guerre, du temps de sa résolution, et de la paix.

L'avant-garde : la Bibliothèque américaine et le Centre américain de Paris

Si le livre permet la circulation des idées politiques aux XVIII^e et XIX^e siècles, il faut attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour trouver la trace d'un premier – et timide – intérêt français pour la littérature américaine. Tout commence dans le confort et la tranquillité de la salle de lecture de la Paris Library, antenne française du Library War Service (LWS). Soutenu par le YMCA et la Croix-Rouge, le LWS assure un service de bibliothèque depuis les camps d'entraînement jusqu'aux lignes de front, soutenant le moral des soldats tout en préparant leur retour aux États-Unis. En 1919, la démobilisation des forces armées menace la Paris Library, mais l'allié américain, dont on sait finalement peu de choses alors, est convaincu de pouvoir valoriser sa contribution à la guerre pour

promouvoir la doctrine de l'internationalisme libéral. Vecteur d'idées, le livre permet d'illustrer et d'expliquer cette doctrine, qui promeut un équilibre entre le libre-échange et le droit souverain des États à légiférer, tout en intégrant les politiques sociales et autres formes d'intervention de l'État dans l'idéologie de la liberté. Le livre confère alors une nouvelle utilité à la Paris Library : populaire auprès de la communauté anglophone et du public parisien, elle devient, en 1920, la Bibliothèque américaine de Paris, établie au 10 rue de l'Élysée, avant de déménager au 10 rue du général Camou en 1965.

L'entre-deux-guerres voit évoluer la présence américaine à Paris : on y trouve des entrepreneurs de la classe moyenne et des touristes, mais aussi des artistes et des citoyens ordinaires, notamment issus de la communauté des Noirs américains, désireux d'échapper aux discriminations qu'ils subissent aux États-Unis (notons qu'ils vont, en grande partie, retrouver ces discriminations en France). Le Centre américain ouvre ses portes en 1934, au plus fort d'une vague populaire d'antiaméricanisme. Pour Nelcya Delanoë, ce « contre-lieu » de la culture américaine, qui ne cache pas son ancrage confessionnel, vise autant à enrayer la décadence du Paris américain de Montparnasse que l'influence du bolchevisme. Organisation quasi-philanthropique de statut privé, le Centre américain se veut un modèle de droiture morale dans les arts et la culture, et se positionne comme tel dans l'écosystème des centres culturels étrangers installés à Paris. Espace d'expression artistique doté d'une bibliothèque bien garnie, le Centre américain soustrait une partie de la littérature, des arts visuels et performatifs, du spectacle et de la musique à l'influence de l'ambassade des États-Unis pendant la Guerre froide. Le grand spécialiste du jazz Sim Copans épaula brièvement le Centre américain dans les années 1960, mais en critique le fonctionnement erratique. Quant aux Français, ils ne sont pas associés aux activités du Centre, qui demeure un îlot de la culture américaine, replié sur lui-même jusqu'à sa fermeture momentanée en 1987, puis définitive quelques temps plus tard.

Le Centre américain ferme ses portes après l'échec d'un déménagement en grande pompe dans des locaux imaginés par l'architecte Frank Gehry (aujourd'hui la Cinémathèque française, rue de Bercy). Contrairement à la Bibliothèque américaine de Paris, l'influence du Centre américain est limitée, car il n'a jamais eu de stratégie autre que la concurrence assumée avec la myriade de centres culturels rattachés à USIS-France depuis 1945.

USIS-France et le nœud diplomatique américain de Guerre froide

La Seconde Guerre mondiale marque la transformation profonde de la projection des États-Unis dans le monde. L'Office of War Information (OWI) et son « frère jumeau » du renseignement, l'Office of Strategic Services (OSS), sont chargés d'informer le peuple américain des progrès de l'armée sur le théâtre des opérations en Europe. Ce n'est que dans les années 1950 qu'une véritable stratégie culturelle voit le jour, grâce à quelques Américains lettrés tels que William Tyler, Leslie Brady ou Morill Cody – arrivés tous trois dans le sillage de l'armée. Ces personnalités mesurent parfaitement l'importance de la présence militaire américaine en Europe et, pour la promouvoir, élaborent un programme de politique culturelle qui reflètent les besoins publicitaires de l'armée. En 1952, les activités civiles de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sont regroupées au Palais de Chaillot à Paris, plus près du Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) établi à Roquencourt. La Division de l'information de l'OTAN (NATIS), nouvellement créée et dirigée par l'Américain Geoffrey Parsons, se rapproche alors de USIS-France. En 1955, ce dernier nomme un conseiller aux affaires militaires qui, on le sait aujourd'hui à travers le cas du Congrès pour la Liberté de la Culture, travaille en lien avec Irving Brown et l'antenne de la Central Intelligence Agency (CIA) à Paris.

USIS-France élargit par ailleurs son champ d'action et soutient plus spécialement la promotion de l'intégration européenne, à travers des associations privées pro-OTAN comme le Mouvement fédéraliste européen ou le Centre international de formation européenne. Il soutient également des associations internationales comme l'Association du traité de l'Atlantique nord. Tous ces micro-organismes gravitent autour des services diplomatiques américains à Paris qui irriguent les mouvements anticommunistes français et européens afin de faire émerger, par capillarité, un ensemble de forces autonomes.

Très dynamique, la communauté américaine à Paris n'est donc qu'un argument supplémentaire pour faire de la capitale française la plaque tournante des activités culturelles et de la promotion des États-Unis en Europe. La stratégie culturelle évolue en 1954, lorsque USIS-France lance un projet de bibliothèque pour porter « l'héritage partagé de la civilisation occidentale ». Quelques mois plus tard, la bibliothèque Benjamin-Franklin élit domicile au 1 place de l'Odéon, dans les murs d'un ancien haut lieu de sociabilité du milieu littéraire parisien, le Café Voltaire. Décrite par le *Bulletin des bibliothèques de France* comme « une bibliothèque consacrée aux lettres et à la civilisation américaines », elle se distingue de la Bibliothèque américaine de Paris en ce qu'elle s'adresse à l'ensemble de la communauté éducative et universitaire française plutôt qu'à la seule communauté anglophone de la capitale. Un rapport stipule néanmoins que USIS-France finance les activités d'annexes de l'ALP en province, là où il n'existe pas d'antenne régionale USIS. Forte de plus de 35 000 ouvrages, la bibliothèque Benjamin-Franklin propose un catalogue fourni pour donner le goût de l'Amérique aux étudiants et enseignants. Cela a un coût : le budget pour l'année 1961 est de 78 971 dollars (soit à peu près 800 000 dollars de 2024). USIS-France note ainsi, « parmi les fonctions les plus utiles de la bibliothèque, le soutien et un encouragement aux programmes d'études américaines dans les universités françaises ».

Les études américaines sont marquées par le croisement des disciplines et par les trajectoires variées des américanistes. Pour Jean Kempf, il existe tout d'abord un fort tropisme littéraire de la discipline. À cet effet, les services diplomatiques misent sur la curiosité à l'égard de la culture américaine, à travers des expositions, des conférences, des représentations de théâtre ou performances musicales. Le Centre culturel américain, situé au 3 rue du Dragon à Paris, est alors le second atout de USIS-France. À partir de 1961, le rez-de-chaussée du « Centre du Dragon » propose une collection d'ouvrages portant sur les beaux-arts, la musique et le théâtre – 3 000 unités à l'ouverture. Ces livres sont en lien avec les différentes rencontres organisées dans l'auditorium du centre culturel, qui peut accueillir une assemblée de 160 personnes (auxquelles peut s'ajouter une quarantaine de personnes dans une salle attenante) et dispose d'un équipement de projection et de traduction simultanée à la pointe de la technologie. Les visiteurs peuvent donc assister à des projections de films, des conférences et des concerts de musique, tandis que les nombreuses associations franco-américaines réservent aussi le lieu pour y tenir des réunions sur des thèmes spécifiques. Au sous-sol, le centre met à la disposition des visiteurs une collection de 2 000 disques, ainsi que des partitions de musique en tout genre.

Née sur les ruines de la guerre, la politique culturelle américaine de Guerre froide est le fruit d'une réflexion menée par quelques individus cultivés, entrés au Service extérieur des États-Unis après avoir été partiellement formés à la diplomatie en France. La porosité de la frontière entre agents du service diplomatique et passionnés de culture américaine est propice à un large éventail d'initiatives, notamment au sein de la communauté universitaire.

Les services diplomatiques et l'Association française d'études américaines (AFA)

USIS-France déploie des trésors de créativité dans le domaine de la politique culturelle, ouvrant des espaces de recomposition du rapport d'altérité permettant d'initier de nombreux étudiants et enseignants aux études américaines. En janvier 1960, le ministère de l'Éducation appuie la création de l'Institut d'études américaines (IAS), avec l'aide bienveillante de USIS-France. Dirigé par quatre administrateurs – trois Français et un Américain – l'IAS prend ses quartiers dans les locaux du Centre culturel américain. Selon un rapport d'inspection de 1961, on peut y suivre des enseignements de deuxième cycle (*graduate*) sur « les institutions américaines, la civilisation et la littérature » ; dispensés en langue anglaise à 65 étudiants « de l'université de Paris, mais aussi d'autres institutions affiliées ». Ils font partie de l'effort mené pour « soutenir les études américaines dans les universités françaises de toutes les façons possibles, mais principalement par des bourses pour des programmes d'échanges ou la mise à disposition de livres ». Les étudiants qui voudraient mener une recherche doctorale portant sur un aspect de la littérature ou de la civilisation des États-Unis « bénéficient d'une préférence dans la sélection des allocataires de recherche, afin de constituer un petit corps de professeurs d'université français spécialisés dans les études américaines ». Se pose alors la question des véritables moyens de l'institut.

La capacité d'action de l'IAS dépend évidemment de son assise financière. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'IAS a de quoi se réjouir dans les années 1960. En effet, le même rapport d'inspection indique que USIS-France y investit 30 250 dollars (environ 300 000 dollars de 2024) de janvier 1960 à mai 1962. On compte aussi faire appel aux « fonds garantis par le PL-480 [Public Law 480 de 1954, rebaptisée "Food for Peace program" en 1961], ainsi qu'au soutien de Columbia University et de la Fondation Ford, pour financer les locaux, le personnel et le budget de l'institut ». Il s'agit aussi de réunir les fonds nécessaires aux voyages des professeurs d'anglais de l'enseignement secondaire pour étudier la civilisation dans les universités partenaires aux États-Unis. Il convient enfin d'organiser « des séminaires d'appui aux études américaines ». À ces fins, le ministère de l'Éducation contribue par deux fois à hauteur de 1 000 dollars (soit à peu près 10 000 dollars de 2024). Cette dissymétrie est susceptible de nuire à l'image de l'IAS au sein de la communauté universitaire : les diplomates savent pertinemment que « la reconnaissance de l'IAS comme un organisme d'enseignement libre de tout "biais de propagande" sera freinée par son étroite association avec USIS ». USIS-France est donc invité à fournir les efforts nécessaires pour consolider l'IAS en tant qu'institution éducative indépendante des subsides du gouvernement américain.

À partir des années 1960, le fort intérêt de la communauté éducative française pour la culture américaine est indéniable. Grâce à la loi PL-480, USIS-France soutient différents programmes d'échange entre la France et les États-Unis. Dans son bilan sur les échanges éducatifs et culturels pour l'année 1969-1970, Robert O. Blake, chef de mission adjoint à Paris, cite par exemple les programmes American Host et Amity International, ce dernier permettant à une quarantaine d'enseignants de séjourner aux États-Unis en un peu moins de dix ans. La fondation Eisenhower Fellowship invite des chefs d'entreprise, tandis que l'International Farm Youth Exchange permet à des agriculteurs français de passer six mois outre-Atlantique. Les journalistes sont une seconde cible de choix : le Département d'État finance le voyage de deux Français aux États-Unis dans le cadre des Inter-Agency European Journalists Tours, tandis que l'ambassade américaine à Paris soutient « quatre jeunes journalistes, membres de l'Association française pour la Communauté Atlantique ». Les *alumni* de ces programmes d'échanges sont particulièrement choyés, et sont, selon Blake, « appelés à recevoir des journaux tels que *Dialogue* et *Informations et documents* ; naturellement, il y a beaucoup de suivi de personne à personne, les anciens boursiers étant invités aux réceptions

de l'ambassade ou invités par des fonctionnaires ». Il s'agit donc de stimuler un enthousiasme déjà existant pour la langue, la culture et la « civilisation » américaines partout où cela est possible.

Entre 1965 et 1970, l'IAS gagne en autonomie. Désormais affilié à la State University of New York (SUNY), « organisation qui a joué un rôle important en France et en Europe pour stimuler les études américaines », l'IAS assure le secrétariat de l'Association française d'études américaines (AFEA). Le bilan mentionne en outre l'accueil de 192 étudiants en études américaines en 1970. Malgré la diminution des budgets de la culture et de l'information, USIS-France semble décidé à faire bon usage de ces nouveaux atouts : Blake révèle que le service donne accès à « des cours, du matériel et des conférenciers invités dans le domaine des études américaines », mais encourage aussi « les programmes d'assistants pour envoyer des étudiants français aux États-Unis, et facilite les réunions annuelles de l'Association ». Or, les études américaines en France sont avant tout un réseau affinitaire composé d'individus partageant des centres d'intérêt scientifiques communs. Ainsi, « sous la houlette de M. Roger Asselineau, président de l'association, et M. Simon Copans, directeur de l'IAS, qui assure le secrétariat de l'association, des chercheurs et des enseignants français entretiennent des rapports étroits avec les États-Unis ». La politique culturelle consacre donc « un effort soutenu à l'accroissement de la diffusion de livres américains en France, dont le déficit a été évoqué lors de la dernière réunion de l'association ».

Cet effort tombe à point nommé, car les livres permettent à eux seuls de dépasser les frontières de la capitale pour gagner la bataille de l'opinion publique française. L'idéal, pense-t-on à USIS-France, serait de parvenir à entrer dans les foyers français. Pour ce faire, la revue bimensuelle *Informations et documents* est un outil complet, non seulement pour s'immiscer au plus près des Français, mais aussi pour diffuser dans toute la France le produit de près de deux décennies de travaux de recherche dans le domaine des études américaines. La revue paraît pour la première fois le 10 février 1954, à un moment où les intentions de la politique étrangère des États-Unis nécessitent un travail de clarification, notamment vis-à-vis d'une présence militaire qui se veut garante de la sécurité et du retour à la prospérité de la France. De grands noms de la recherche sur les États-Unis collaborent régulièrement à la revue, surtout au cours de ses dix dernières années d'existence – la publication s'interrompt après 376 numéros, en 1977. Tous les aspects de la culture américaine y sont soigneusement étudiés, catalogués, expliqués et illustrés, amenant ainsi une nouvelle façon de connaître les États-Unis. Le glissement vers la province se fait par étapes : dans un premier temps, *Informations et documents* est envoyée aux personnes déjà sensibilisées à la cause américaine, ainsi qu'aux bibliothèques des différents centres USIS qui se développent à Tours, Strasbourg, Marseille, Bordeaux, Lille et Lyon. N'étant pas accolées aux différents consulats, les bibliothèques USIS permettent aux curieux de mieux appréhender un pays dont ils n'ont qu'une lointaine connaissance. On découvre les États-Unis à travers des ouvrages de littérature, d'histoire ou de « civilisation », des magazines d'information bien documentés sur le pays, ou encore des débats animés par une génération de chercheurs dont le point de vue se nourrit des nombreux croisements disciplinaires.

Conclusion

La diplomatie américaine a largement soutenu le développement des études américaines en France, grâce à une stratégie de Guerre froide soigneusement élaborée. Surtout, les services diplomatiques ont créé un objet d'étude dont s'empare un contingent de chercheurs français passionnés, critiques et autonomes, dépassant le centre parisien. Dans les années 1980, les États-Unis sont au cœur des débats et passionnent les milieux culturels et politiques français à Paris comme en province. Or, si les années 1960 ont ouvert un espace d'expression scientifique dans le domaine des études américaines, grâce à des investissements soutenus de USIS-France et d'une université française en pleine restructuration, les études américaines, dépositaires d'une méthode et d'un objet d'étude largement décentrés, continuent pourtant à manquer de reconnaissance.

En 1980, les efforts des services culturels américains n'ont manifestement pas encore porté leurs fruits. Ce constat conduit par exemple à la création du Centre d'études nord-américaines (CENA), au sein de l'École des hautes études en sciences sociales. Ce groupe de recherche se veut « une réponse à l'indifférence qui imprégnait les institutions françaises d'enseignement supérieur et de recherche à l'égard de l'objet scientifique nord-américain », lit-on sur la page en ligne du centre. Il précise aussi que les « efforts pionniers dans certains départements d'anglais, ou de la création à la Sorbonne en 1967 d'une première (et longtemps unique) chaire d'histoire nord-américaine [n'ont pas empêché le profond décalage] entre le poids de l'Amérique du Nord dans le monde contemporain et le peu d'intérêt scientifique qui était manifesté à son égard en France ». Sans l'appui du réseau de bibliothèques USIS, qui souffre de la réduction des budgets de la diplomatie américaine dans les années 1980, le champ des études américaines va prendre un nouveau départ, en s'appuyant sur la communauté scientifique et les universités.

Références citées dans le texte :

- « La bibliothèque Benjamin Franklin », *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 1957, n° 1, p. 52-53.

- Blake, Robert O., « Education and Cultural Exchange : Annual Report for France for the fiscal year July 1, 1969 to June 30, 1970 », RIAS : RG 306, CU, “France, 1950-1958 : Annual Reports, Overviews, Operations Memoranda, Overview Key Personnel”, 317.13, boîte 3, 2 septembre 1970.
- Brady, Leslie S., « New Country Plan for USIS/F, March 10 1954 », NARA : RG84, “General and Classified Subject Files of the USIA”, UD2462, boîte 40, 10 mars 1954.
- Delanoë, Nelcya, « Le Raspail Vert : Les Avant-Gardes à l’American Center, 1932-1987. » *Revue Française d’études Américaines*, no. 59, 1994, 65–74.
- Evans, Joseph, Ackerman, Martin et Swim, A. L., « Inspection Report, USIS/France », NARA : RG306, “Inspection Reports and Related Records, 1954–1962”, E1047, boîte 3, 16 septembre 1961.
- Kempf, Jean, « Histoires d’américanistes : vers une histoire de l’AFEA », *Bulletin du CENA*, n° 5, 1999.
- EHESS, Centre d’études nord-américaines, « Présentation » [en ligne : <https://cena.ehess.fr/index.php?155>] (consulté le 11 février 2024).

Tags

1. Département d’État des États Unis
2. États-Unis
3. Études américaines
4. Guerre froide
5. Seconde Guerre Mondiale
6. USIA
7. USIS-France